

> Communiqué de presse

Situation dramatique à l'hôpital : L'heure n'est pas au pansement

Le syndicat SUD-Santé APHP salue la prise de position de nos collègues médecins dans la tribune publiée hier dans « Le Monde » signée par la représentation médicale des CME de l'APHP et d'Île De France.

SUD-Santé partage l'analyse concernant à la fois l'urgence vraie à traiter la question de l'hôpital et des hospitaliers, la nécessité de raisonner non plus en terme d'offre mais de réponse à des besoins, d'y allouer les moyens nécessaires tant en nombre de lits qu'en effectif.

Ces revendications sont connues des pouvoirs publics depuis très longtemps et furent portées par un mouvement d'ampleur courant 2019 et au printemps 2021 (1^{ère} vague COVID passée). Nous n'avons pas été entendus et aujourd'hui la situation est très tendue dans nos établissements. Plus de 1000 postes infirmiers sont vacants sur la seule APHP, et les candidats ne se bousculent pas derrière la porte. A ce jeu 20%, de nos lits sont fermés faute de personnels pour la plupart. Le gouvernement voudrait tuer l'hôpital qu'il ne s'y prendrait autrement.

Alors dans ce contexte et c'est un point de divergence avec la représentation médicale, l'heure n'est pas au pansement. Ce n'est pas une augmentation de nos seules indemnités de nuit qui va inverser la tendance. Si des doutes persistaient sur l'insuffisance du « Ségur » les professionnels le démontrent à grande échelle et le discours du président de la république concernant l'effort sans précédent n'a pas d'écho chez les hospitaliers aujourd'hui.

SUD-Santé APHP continue de revendiquer :

- La reprise complète de la dette hospitalière
- Une augmentation de l'ONDAM hospitalier à 4,5%
- Une augmentation des salaires de 400€ pour tous
- La création de 10000 postes hospitaliers sur l'institution
- Un moratoire sur les restructurations, fermetures de lits et autres mutualisations de service
- Une évaluation des besoins de la population et une adaptation de notre capacité
- Une gouvernance hospitalière plus démocratique

Ces revendications pour notre institution APHP ont une portée nationale, nous partageons l'essentiel avec nos collègues hospitaliers sur le territoire et dans les DOM-TOM. Leur satisfaction exige un plan pour l'hôpital public qui l'assure quel que soit le contexte, des conditions notamment financières de fonctionnement.

L'accès à la santé a forcément un coût, il n'a surtout pas de prix.